

Mitterrand, président de guerre froide

6 septembre — Tout au long de l'été, les provocations impérialistes contre l'URSS n'ont cessé de se développer. Juin a vu le renforcement du bloc militaire antisoviétique entre la Chine et les Etats-Unis. La décision de Reagan d'armer la Chine, qui ne rêve que d'en découdre avec l'Union soviétique, pourrait même bien être le prélude direct à la 3ème guerre mondiale. *Le Monde* (5-6 juillet) lui-même est bien obligé de reconnaître que tout cela n'est pas "sans rappeler l'époque de la guerre froide et de la stratégie de 'containment' des années 50 et 60. A cela près qu'elle s'appuie aujourd'hui sur la Chine communiste au lieu de la combattre". Déjà, sur le terrain, l'alliance entre la bureaucratie stalinienne chinoise et l'impérialisme US se concrétise dans une étroite collaboration, notamment au Cambodge et en Afghanistan. Ainsi, *Le Monde* (26-27 juillet) vient de révéler qu'"un vaste réseau complexe et secret de livraisons d'armes clandestines à la résistance afghane a été mis sur pied avec l'aide financière de la CIA (...). Plusieurs pays, dont l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Chine et le Pakistan, participent, à des niveaux divers, à l'organisation des filières d'acheminement de ces armes pour les insurgés afghans". Mais l'alliance antisoviétique est loin de se limiter à ces quelques pays ; elle englobe tous les impérialistes, comme l'a confirmé en juillet la conférence d'Ottawa où se sont rencontrés les chefs d'Etat et de gouvernement des 7 plus puissants pays capitalistes. Si cette conférence a vu se déchirer à belles dents les différents impérialistes pour se partager le marché mondial, tous se sont retrouvés d'accord pour dénoncer le soi-disant "accroissement permanent de la puissance militaire soviétique", et condamner une nouvelle fois l'"occupation" de l'Afghanistan. Quant à la dernière provocation en date, elle échoit de nouveau à Reagan qui annonça en août sa décision de produire la bombe à neutrons, type d'arme atomique qui implique nécessairement le champ de bataille.

Si la décision américaine a rencontré l'approbation bruyante de Pékin, elle est loin par contre

d'avoir soulevé l'enthousiasme des gouvernements d'Europe occidentale qui savent pertinemment que le champ de bataille en question est européen. A l'exception de la sinistre Thatcher et... du social-démocrate Mitterrand qui s'était déjà singularisé par son soutien sans équivoque à l'installation des missiles Pershing en Europe.

Mitterrand chef de file de la guerre froide en Europe

Pour toute réaction à la décision américaine, Cheysson, le ministre des relations extérieures, laissa entendre que celle-ci était normale puisque les Soviétiques posséderaient déjà une telle arme. L'autre porte-parole préféré de Mitterrand, Hernu, le ministre des armées, précisa que le gouvernement français était en faveur de la poursuite des études sur la bombe à neutrons, restant volontairement ambigu sur la question de sa fabrication : "La décision n'est pas prise". Mais quand on sait que le porte-avions Foch a reçu une infrastructure permettant le stockage d'armes nucléaires tactiques, on a tout lieu de penser que la décision pourrait bien être déjà prise !

Effectivement, Mitterrand ne se contente pas d'approuver telle ou telle mesure de Reagan contre l'URSS, il veut jouer un rôle moteur dans la campagne de guerre antisoviétique, notamment en Europe. Témoin les vociférations d'un Cheysson contre le "neutralisme de certains très grands pays" (*Le Monde*, 2 juin). Et Mitterrand en personne n'hésite pas à aller prêter main forte sur la question des missiles de l'OTAN à Schmidt contesté jusque dans son propre parti, s'opposant publiquement à son "camarade" Brandt, président de l'Internationale socialiste, au nom de la nécessité pour l'Occident de s'armer et même de se surarmer contre l'URSS (Cf. *Le Monde*, 25 août). Politique qui lui vaut les félicitations d'un connaisseur, Luns, secrétaire général de cette machine de guerre antisoviétique qu'est l'OTAN : "Nous

avons un peu parlé [avec Mitterrand] de la situation dans certains pays de l'OTAN, de la désaffection que certains secteurs de populations affectent envers la défense de l'Ouest. La France, heureusement, a une position bien meilleure que certains pays" (*Le Monde*, 30 juillet).

Avec sa politique résolument anticommuniste, Mitterrand ne fait là que tenir ses promesses. Comme nous l'avons écrit pendant la campagne électorale, "le social-démocrate Mitterrand se présente ouvertement comme le candidat ayant la politique la plus efficacement antisoviétique, et il s'est même fait dans cette campagne une spécialité d'accuser Giscard de capituler devant Moscou" (*Le Bolchévik* n° 24, avril). C'est d'ailleurs à cause de leur programme d'antisoviétisme et aussi d'alliance avec la bourgeoisie que, dès le départ, nous avons refusé de voter pour Mitterrand et le PS. Et, à peine élu, se sont multipliées les condamnations de l'URSS pour l'Afghanistan, le Cambodge, sa "supériorité militaire", etc., ainsi que les assurances que la France est un partenaire "solide", "digne de confiance" dans le cadre de l'Alliance atlantique. Avec l'élection de Mitterrand, une campagne grossièrement anticommuniste a même commencé à se développer d'une ampleur et d'un ton nouveaux :

"Tout le monde sait que les pays centre-européens sont tombés, après Yalta, dans la sphère du système communiste. On oublie l'aspect plus essentiel et durable du même événement : ils sont tombés dans la sphère d'une autre civilisation.

(...)

"Ce n'est donc pas le drame du communisme, mais celui de l'Occident qui se joue en Europe centrale depuis trente ans ; le drame d'un Occident qu'on a kidnappé, qu'on a déplacé, auquel on lave le cerveau pour le priver de son identité."

Où trouve-t-on cette prose répugnante sur la barbarie slave qui menace, le couteau entre les dents, l'Occident ? Dans le torchon fasciste *Minute* ? Non, dans le très social-démocrate *Matin* (Dossier "Prague 68", août) !

Suite au verso

Les convergences entre Mitterrand et Reagan ne signifient pas que la France soit devenue "l'otage de la stratégie américaine". Elles ne sont que l'expression d'une même haine contre l'Etat issu de la Révolution d'Octobre.

Mitterrand dans l'arrière-cour de Reagan

Au contraire, l'Amérique latine montre des divergences sur la politique impérialiste à suivre. Reagan voit dans le Nicaragua et la rébellion salvadorienne la main de Cuba et de Moscou ; à ce titre, il menace le Nicaragua d'une intervention militaire et aide la junte salvadorienne à écraser les forces de gauche. Pendant ce temps, Cheysson, en visite en Amérique latine, promet une aide politique et financière au Nicaragua sandiniste ; et récemment le gouvernement français, dans une déclaration commune avec le Mexique, reconnaît l'opposition salvadorienne du FMLN/FDR comme "une force politique représentative disposée à assumer les obligations et exercer les droits qui en découlent". Il serait pour le moins naïf de voir dans cette politique (qui est d'ailleurs celle de l'Internationale socialiste) un quelconque soutien à la révolution en Amérique centrale ; elle est en réalité l'expression d'intérêts nationaux divergents avec l'impérialisme US et un moyen plus "sophistiqué" de combattre le communisme. Pour les sociaux-démocrates, la politique de Reagan ne fait que précipiter le Nicaragua, le Salvador et avec eux toute l'Amérique centrale, et même le Mexique (d'où la prise de position de Mexico), dans les bras de Moscou. Comme l'explique sans détour Mitterrand :

"L'Occident serait plus avisé d'aider ces peuples [d'Amérique centrale] que de les contraindre à demeurer sous la botte. Quand ils crient au secours, j'aimerais que Castro ne soit pas seul à les entendre."
— *Le Monde*, 2 juillet

Pour éviter de voir Castro à Managua, San Salvador et Mexico, Mitterrand estime que l'Occident doit répondre positivement à la demande de "solution politique" formulée par le FMLN/FDR qui ainsi cherche à vendre les paysans et les ouvriers salvadoriens en échange d'un compromis avec l'impérialisme et la junte, et aussi répondre positivement aux appels des sandinistes adressés à l'Ouest. Comme le rapporte *le Monde* (6 août), "le Nicaragua souhaite que la France l'aide à faire comprendre aux Etats-Unis que le régime sandiniste n'est pas tourné contre eux et qu'il pourrait devenir un élément de stabilité en Amérique centrale. C'est le message que l'un des dirigeants de la junte, M. Daniel Ortega, a transmis au ministre des relations extérieures, M. Cheysson (...)".

La "stabilité en Amérique centrale", voilà bien l'objectif de la social-démocratie, et nul doute que face à une révolution socialiste en Amérique centrale, Mitterrand et consorts se retrouveront aux côtés de l'impérialisme américain pour tenter de l'écraser.

Le «socialisme» aux couleurs de la guerre froide

L'impérialisme français cherche à jouer sa propre carte (qu'il n'a n'importe comment pas les moyens de jouer seul) dans la croisade antisoviétique. Et Mitterrand de prôner fièrement une politique d'"indépendance" de la France, avec même parfois des accents gaulliens, politique qui exprime à la fois la volonté d'un impérialisme relativement faible à se défendre face à la concurrence des autres impérialismes, concurrence rendue encore plus âpre par la crise généralisée du capitalisme, et les ambitions traditionnelles de la bourgeoisie française à jouer un rôle international à un niveau dont elle n'a pas les moyens. Tant le maintien des 13.000 soldats français en Afrique que les déclarations récentes de Cot, ministre délégué à la coopération et au développement ("La France assurera la sécurité de ses alliés africains", *le Monde*, 23-24 août) sont clairs de la volonté de Mitterrand de jouer les gendarmes impérialistes en Afrique. Le récent voyage de Hernu à Tunis, où, comme le dit *le Monde* (29 août), il a affirmé "le souci de la France de participer à la sécurité de la région méditerranéenne", est aussi significatif des ambitions que Mitterrand a pour l'impérialisme français dont il a désormais la charge.

De ce point de vue, il poursuit la politique de ses prédécesseurs. La différence avec un Giscard, c'est que ce dernier cherchait un équilibre instable entre une politique de "détente" (dans laquelle les fructueux contrats avec l'URSS n'étaient pas étrangers !) et son hostilité viscérale contre l'Etat soviétique ; équilibre de plus en plus instable et intenable à mesure que se tendait le climat de guerre froide. Et il est à ce propos caractéristique que, pendant la campagne électorale, Giscard a vu se réaliser contre sa soi-disant "mollesse" à l'égard de l'URSS l'unanimité de Garaud à Mitterrand, celui-ci n'hésitant pas, pour se montrer à l'avant-garde de l'anticommunisme, à qualifier Giscard de "munichois" et à le fustiger pour son "salaire de Varsovie". La politique de Mitterrand et de son gouvernement de front populaire représente au fond une politique de défense des intérêts de l'im-

périalisme français, mais adaptée à la nouvelle situation internationale de tension de guerre froide.

De sa participation active à la campagne belliciste contre l'URSS, la bourgeoisie française compte bien en retirer auprès de l'impérialisme US quelques avantages commerciaux (ce fut là l'enjeu des marchandages d'Ottawa) et aussi être reconnue comme "puissance mondiale".

"La France et les autres pays d'Europe doivent chercher à redéfinir les liens de l'Alliance atlantique dans laquelle nous sommes des partenaires loyaux (...). Il faut que cesse le temps où les deux grands, et eux seuls, peuvent s'entendre parfois comme les compères ou comme des adversaires (...). La France, qui a l'avantage d'être indépendante du point de vue nucléaire, de sa diplomatie et de sa stratégie militaire, pourra faire des propositions le moment venu et jugé utile (...)."

— Hernu, *le Monde*, 12 août

En termes plus clairs, Mitterrand apporte à l'Alliance atlantique son "arsenal nucléaire indépendant" et sa "diplomatie indépendante" — ce qui recouvre en particulier sa traditionnelle influence impérialiste dans certaines régions du monde comme l'Afrique —, et en échange il revendique pour l'impérialisme français une place reconnue dans la Sainte-Alliance dirigée contre le bloc soviétique.

Une austérité repeinte en rose

Pour Mitterrand, l'objectif est donc de donner au capitalisme français les moyens de tenir sa place à côté et face aux autres impérialistes par une politique de rationalisation et de restructuration du Capital français. Y compris les nationalisations visent à le renforcer pour faire face à la concurrence inter-impérialiste.

"L'objectif central de notre politique industrielle est simple. Il vise à créer les conditions d'une relance de l'investissement productif (...). Les nationalisations donneront au gouvernement des moyens déterminants pour conduire sa politique économique (...). Ces grands groupes doivent être compétitifs et préserver, par leurs efforts conjoints, la place de la France dans des secteurs où la concurrence mondiale est intense."

— Discours-programme de Mauroy, *le Monde*, 10 juillet

Une version plus "raffinée" du mot d'ordre chauvin "Produisons français". Voilà le but des nationalisations qu'accompagne une forte dose de protectionnisme.

Pour la classe ouvrière, cette politique se résume en un mot : austérité. Le pro-mitterrandiste *le Monde* (6 août) résume crûment la politique du gouvernement :

"En somme, il s'agit [pour le gouvernement] de faire accepter à l'opinion publique que l'amélioration de la situation de l'emploi n'exclut pas de nouveaux licenciements, ici ou là, et que la relance de l'économie française exige une certaine modération dans l'augmentation des revenus et du pouvoir d'achat. Ce qui revient à essayer de faire admettre un langage de plus pur style 'barriste'..."

(...)
"Dans l'immédiat, le premier ministre (...) s'emploie à exercer des 'pressions amicales' — selon l'expression de ses collaborateurs — sur les dirigeants nationaux des principaux syndicats ouvriers pour que ceux-ci facilitent autant que possible la tâche du gouvernement."

En échange des bons offices de gardiens de la "paix sociale", le gouvernement envisage par exemple de renforcer les pouvoirs des syndicats dans les comités d'entreprise, notamment en matière d'emploi, ce qui les intégrera un peu plus dans la gestion du capitalisme.

La réaction du gouvernement à l'affaire Willot — premier test social auquel il a été confronté — est significative. "Pas question de nationaliser les pertes", s'est écrié aussitôt Mauroy, confirmant qu'à la différence de ses "camarades" travaillistes anglais, il n'était pas là pour porter à bout de bras les branches pourries du capitalisme français (comme le textile), mais pour le rendre plus compétitif. De plus, en inculquant les Willot, il a voulu éviter par-dessus tout une lutte ouvrière qui aurait pu venir troubler la "paix sociale" indispensable à ses projets.

Mitterrand cherche à camoufler sa politique d'austérité et d'antisoviétisme derrière des mesures dites "démocratiques". On va nous apprendre à aimer la "nouvelle armée" française d'Hernu ! Il suffit d'ailleurs de gratter un peu pour voir qu'elles recouvrent la poursuite de la politique répressive bourgeoise, ainsi qu'en témoigne le remplacement, pour un bon nombre d'affaires, de la Cour de sûreté de l'Etat par des juridictions militaires !

La propagande démagogique de la social-démocratie sur la "démocratie" est en fait une arme contre le "totalitarisme" (comprendre le communisme) :

"Et dans la mesure (...) où il y a dans la gauche qui est notre majorité, des éléments qui, à un moment, acceptaient une approche totalitaire des problèmes et vantaient l'approche totalitaire dans certains pays, nous, socialistes, insistons d'autant plus sur la défense des valeurs humanistes, des libertés qui sont à la base de l'Alliance atlantique."

— Cheysson, *le Monde*, 5-6 juillet

Il faut être anticommuniste jusqu'à la moëlle pour oser parler de l'"humanisme" de l'Alliance atlantique ! Quant à l'"humanisme" de la social-démocratie française, on l'a vu à l'oeuvre en 1948 quand elle faisait tirer sur les ouvriers en grève ou en 1956 quand elle intensifiait la sale guerre coloniale d'Algérie !

Les garçons de course de Mitterrand

La clé de la réussite du programme de Mitterrand, c'est évidemment une classe ouvrière tranquille, mais aussi un PCF docile. Depuis qu'il est entré à plat ventre dans le gouvernement de front populaire de Mitterrand en capitulant devant l'antisoviétisme du PS, le PCF peut à juste titre se vanter d'être un partenaire loyal de sa politique anti-ouvrière. Comme le dit Plissonnier, "les communistes, à tous les niveaux, agissent comme les militants d'un parti de gouvernement" (*le Monde*, 25 août).

Cette entrée dans le front populaire de l'OTAN, Marchais l'a préparée par sa campagne raciste autour de Vitry où, en devenant les troupes de choc anti-immigrés, le PCF donnait à la bourgeoisie une preuve concrète et spectaculaire de sa volonté de se charger des besoins les plus dégueulasses de "sa" propre classe dirigeante. Jusqu'alors, nous avons envisagé d'appeler à voter dans les présidentielles pour le PCF qui non seulement se présentait indépendamment de tout allié bourgeois, mais dénonçait Mitterrand pour sa politique d'antisoviétisme et de collaboration avec la bourgeoisie. Mais dès lors que la direction du PCF a choisi de faire du chauvinisme l'axe de sa campagne électorale, il devenait impossible pour des révolutionnaires de donner le moindre soutien, fût-il le plus critique, à Marchais.

Le PCF parti gouvernemental, c'est à la CGT qu'est confié le rôle de soupape de sécurité, se chargeant — sans jamais dépasser le stade de la parole — de faire (fraternellement !) quelques critiques sur l'"insuffisance" de certaines mesures gouvernementales. (Ne vient-elle pas d'ailleurs de faire preuve de "responsabilité" en abandonnant une de ses principales revendications, la retraite à 60 ans ?) Avec l'"accord gouvernemental" très mal reçu dans les entreprises mais qui vise à lier les mains des militants du PCF, Mitterrand et ses maîtres bourgeois n'ont pas grand'chose à craindre des (timides) "coups de gueule" de Séguy. Il faut bien laisser s'échapper un peu de vapeur ! Mais la classe ouvrière combative attend son heure — le prolétariat n'acceptera pas éternellement de voir son niveau de vie baisser et le nombre des chômeurs augmenter. Et quand la classe ouvrière entrera en action, ce sera obligatoirement contre le gouvernement et contre ses propres directions syndicales.

Fiterman et autres "garçons de course" (selon l'heureuse expression de Cheysson) n'endossent pas seulement la politique d'austérité de Mitterrand, ils endossent aussi son anticommunisme. Ainsi l'hebdomadaire du PCF *Révolution* (4 septembre) ose-t-il déclarer que "la politique extérieure n'est pas absente du bilan positif de [l']activité [du gouvernement]". Le Pors n'hésite même pas pour se dire "parfaitement à l'aise" dans ce gouvernement de guerre froide (*le Monde*, 28 juillet). Pour Fiterman, "nous avançons dans le bon sens" (*L'Humanité Dimanche*, 6 septembre). Le sens du bellicisme antisoviétique, certainement ! Quand la CGT mobilise contre la bombe à neutrons et les menaces de guerre que l'impérialisme fait peser sur l'humanité, elle passe complètement sous silence l'impérialisme français et la politique de guerre de Mitterrand pour ne dénoncer que l'impérialisme américain : " [Les aspects préoccupants de la situation internationale] sont liés pour une part essentielle à l'attitude du gouvernement américain" (Fiterman, *Ibid.*). Il est effectivement difficile de dénoncer la politique de guerre de son propre impérialisme, surtout quand on en est responsable, n'est-ce pas Mr. le ministre ! "L'enne-

Suite page 6

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimmbault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
REALISATION: Blandine Hauser
DIFFUSION: Judith Mauger.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Publication mensuelle - 9 numéros par an (dont un numéro pour juin/juillet/août et un numéro pour novembre/décembre).
Pour toute correspondance :
- Paris : Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone : 208.01.49)
- Rouen : M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex
Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.
Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Les «anti-opportunistes» du PCF doivent poser la question :

Qui défend l'URSS ?

8 septembre — "Aujourd'hui, les communistes, à tous les niveaux, agissent comme les militants d'un parti de gouvernement". Tels étaient les ordres que donnait Gaston Plissonnier, le 22 août, à la base du PCF. "Solidarité gouvernementale" oblige, le PCF soutiendra le programme d'austérité et de guerre froide de Mitterrand — renforcement de la force de frappe anti-soviétique, soutien à la campagne de guerre froide de Reagan, "restructuration" du capitalisme français sur le dos de la classe ouvrière.

Il y a un an, Marchais attaquait l'"atlantisme" du PS et appuyait l'intervention soviétique en Afghanistan, faisant face à une campagne hystérique de propagande impérialiste. Beaucoup de militants du PCF voyaient avec soulagement Marchais se détourner, lors d'une manœuvre conjoncturelle, du flirt du PCF avec l'"eurocommunisme". Quand Marchais, faisant le bilan de l'"unité" de front populaire, disait "Trois fois, ça suffit!", il devait sembler à ces militants qu'il n'avait jamais été aussi près de la vérité. Dans ce contexte et parce qu'il se présentait indépendamment, en novembre dernier, la LTF a envisagé de donner un soutien critique à Marchais aux élections, et nous avons avancé le mot d'ordre "Mitterrand non, Marchais peut-être". La campagne de Marchais pouvait être utilisée pour voter contre le bellicisme antisoviétique des impérialistes.

Mais par la suite, le PCF lança sa campagne autour de Vitry, se transformant en troupes de choc du racisme anti-immigrés. Dans *le Bolchévick*, nous demandions "Ouvriers du PCF, voulez-vous cela?", et en l'absence, dans la campagne électorale, d'une autre question qui aurait fait passer Vitry au second plan, nous avons retiré notre soutien critique à Marchais, en appelant à "retourner les bulldozers contre la bourgeoisie". Maintenant, le PCF a adopté le programme pro-OTAN du PS, euromissiles compris, afin de devenir les garçons de courses de Mitterrand, une capitulation préfigurée par Vitry, où le PCF offrait déjà à la bourgeoisie une garantie fort concrète pour montrer qu'il était prêt à se charger des besognes les plus basses afin de défendre les intérêts de sa "propre" classe dominante. Beaucoup de militants du PCF ont été choqués et dégoûtés par la plate capitulation que représentait l'entrée dans le gouvernement des ministres PCF — en fait, ils ne voulaient pas cela.

Que faire? Le courant hétérogène "anti-opportuniste" dans le PCF — des militants pro-soviétiques, anti-eurocommunistes, opposés à des degrés divers aux alliances avec les sociaux-démocrates — comprend des groupes qui prétendent offrir un remède. Le groupe *le Communiste* explique que le PCF est devenu réformiste et qu'il y a dans le parti "à rebâtir" deux partis: les liquidateurs et "ceux qui refusent le naufrage, ceux qui refusent d'être les otages dans un gouvernement bourgeois" (*le Communiste*, juillet-août). Le "manifeste des vétérans" (22 juin) annonce que "notre parti, déjà fortement altéré par une longue déviation opportuniste, est en voie de décadence accélérée".

Il y a dans le PCF des militants qui veulent vraiment défendre l'Union soviétique contre "leur" bourgeoisie. Mais certains autres pensent simplement que le parti a beaucoup trop fait de concessions pour ce qu'il a obtenu. Le processus de différenciation politique entre ces différents points de vue est crucial. Et l'axe essentiel dans cette différenciation doit être quel programme assure une opposition conséquente à la bourgeoisie. Pour les révolutionnaires, l'ennemi principal est dans notre propre pays, et il est impossible de défendre l'Union soviétique si l'on fait quelque compromis que ce soit avec sa "propre" bourgeoisie.

Le Communiste s'appuie sur Brejnev

Le journal *le Communiste* représente un des groupes "anti-opportunistes" les plus influents à l'intérieur du PCF; avec un organe central et de nombreux journaux locaux ou régionaux. Puisqu'il se présente comme un porte-parole des sympathies pro-soviétiques dans le PCF, des militants du PCF qui cherchent sérieusement une réponse à la question "Qui défend l'URSS" peuvent bien être attirés par *le Communiste*.

En 1954, les fondateurs du *Communiste* ont rompu ouvertement avec le trotskysme pour commencer un quart de siècle d'"opposition" clandestine en tant que

conscience pro-soviétique du PCF (ils avaient déjà vidé leur "trotskysme" de son contenu révolutionnaire en capitulant devant la bureaucratie soviétique, considérée comme une force soi-disant "objectivement révolutionnaire"). Leur stratégie a été définie en quelques mots par la fondatrice du groupe, Michèle Mestre :

"Si, par ailleurs, des tendances au recul sur le soutien à l'Union soviétique se manifestent dans tel ou tel parti communiste dans les pays impérialistes (...), les marxistes révolutionnaires devront combattre celles-ci à boulets rouges et apporter leur soutien aux tendances les plus fidèles à l'Union soviétique, quels que soient les dirigeants communistes qui les impulseront."

— *Défense du communisme*, 1954

Ainsi donc, ces "anti-opportunistes" définissent l'internationalisme prolétarien comme la "solidarité sans réserves" avec le bloc soviétique, c'est-à-dire le soutien politique à la bureaucratie dirigeante. C'est leur réponse à la question "Qui défend l'URSS?", et ils se trompent lourdement. Avec leurs illusions sur la détente, les bureaucrates soviétiques sabotent la défense de l'URSS en appelant les travailleurs des autres pays à soutenir leur propre classe dirigeante.

Le Communiste se déclare cyniquement en faveur de la détente, alors qu'il se proclame pleinement conscient de ses dangereuses conséquences:

"Se battre pour le désarmement et soutenir les propositions soviétiques en la matière, c'est juste, à condition d'être pleinement conscient entre autres de l'utilisation par les impérialistes des accords d'Helsinki ou encore de la façon dont ils exploitent les SALT II, tout en renforçant en même temps considérablement le dispositif militaire de l'OTAN."

— "En avant pour un meilleur combat anti-opportuniste", décembre 1979

La direction soviétique colporte l'illusion criminelle que l'on peut persuader la pire bourgeoisie réactionnaire que la détente est dans son propre intérêt. L'exemple le plus flagrant de cette stratégie de défaite a été, bien sûr, le pacte Hitler-Staline. Staline croyait vraiment qu'on pouvait dissuader Hitler d'attaquer l'Union soviétique. Avec pour conséquence que l'Armée rouge se trouvait en juin 1941 dans un état d'impréparation catastrophique, après que Staline eut rejeté tous les renseignements fournis par les réseaux de Trepper et Sorge.

Selon les apologistes du *Communiste*, les choses se présentent différemment aujourd'hui; après la liquidation du "culte de Staline" et sous la pression de l'impérialisme américain, les dirigeants soviétiques auraient de facto abandonné la détente. Mais alors que Nixon faisait pleuvoir les bombes sur Hanoï, Moscou fournissait ses missiles SAM les plus modernes... à Nasser et invitait Nixon au Kremlin. L'impérialisme US a profité de cette politique criminelle de Brejnev pour se retirer d'Indochine avec un minimum de dommages et se réarmer à l'abri des SALT (voir "La détente, c'était ça", *le Bolchévick* n° 17 et n° 18, mai/juin et juillet 1980).

Confrontés à l'alliance sino-américaine et au regain de guerre froide, les Soviétiques ont agi pour

assurer leur frontière d'Asie centrale en Afghanistan. Mais ce sont les *trotskystes* de la tendance spartaciste internationale qui ont proclamé sans détour "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan" et qui ont défilé derrière cette bannière dans de nombreuses manifestations à travers le monde. Plutôt que de mobiliser la classe ouvrière, les Soviétiques et les bureaucrates du PCF se sont abrités derrière des arguties diplomatiques et juridiques pour défendre l'intervention, alors même que les Antonov atterri-
saient toutes les deux minutes à l'aéroport de Kaboul.

En mars, la presse soviétique critiquait encore le "glissement à droite" du PS et l'"atlantisme de son chef". *La Pravda* avait raison, au printemps dernier, quand elle disait que Giscard était moins fanatique-ment antisoviétique que Mitterrand. Mais Mitterrand élu, on découvrit soudain que ce "socialiste" de guerre froide était "épris de paix". Les Soviétiques se félicitaient de la "diplomatie indépendante" de la France, la base, nous dit-on, de la détente franco-soviétique. Mais les conflits d'intérêts de la bourgeoisie française avec les Américains ne font pas obstacle à son farouche antisoviétisme. Finalement, l'anticommunisme de Mitterrand était tellement flagrant que les Soviétiques ont dû s'en prendre à "certaines personnalités officielles", exactement comme ils essayaient de mettre les provocations de Carter sur le compte de l'influence néfaste de Brzezinski. Il va sans dire que Moscou n'a pas condamné la révoltante capitulation du PCF devant Mitterrand il a déclaré au contraire que l'entrée des ministres PCF dans le gouvernement était un "moment positif" (*le Monde*, 2 juillet). Encore une fois, ce furent les trotskystes de la LTF qui ont protesté publiquement contre l'entrée des ministres PCF (voir le supplément du *Bolchévick* n° 26, juin). La *realpolitik* de la bureaucratie soviétique l'oblige à considérer la présence du PCF à l'intérieur du front populaire de l'OTAN comme le moindre mal, puisqu'il est éventuellement en mesure de jouer le rôle d'un groupe de pression pro-soviétique!

La campagne actuelle du PCF contre la bombe à neutrons et pour le "désarmement", avec les inévitables déclarations pieuses des prêtres, des intellectuels connus, etc., correspond tout à fait à la politique étrangère soviétique. Les mêmes appels pathétiques à Reagan pour qu'il négocie, la même rhétorique pacifique impuissante. Dans le cas du PCF, il fallait en plus manoeuvrer pour éviter de s'opposer au militarisme de la bourgeoisie française. Pas un mot sur la bombe à neutrons française; pas un mot sur le sous-marin nucléaire de Mitterrand, pas un mot sur la force de frappe!

Qu'est-ce que *le Communiste* a à dire sur tout cela? Leur "solidarité" avec les bureaucrates octogénaires qui se réunissent tous les ans sur le mausolée de Lénine les oblige à soutenir — avec des "critiques" — l'escroquerie du "désarmement". Mais Lénine nous a appris qu'afin de désarmer la bourgeoisie, le prolétariat doit être armé! Nous, trotskystes, disons "Pas un homme, pas un sou pour l'armée bourgeoise — l'ennemi principal est dans notre propre pays!".

Suite page 6

La LTF à la manifestation de la CGT contre la bombe à neutrons (18 août).

Le Bolchévick



Les pseudo-trotskyistes à la traîne de la social-démocratie

Le SU pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan

6 septembre — Pour les trotskystes, soutenir l'Armée rouge en Afghanistan devrait être un réflexe politique élémentaire. L'armée soviétique et ses alliés nationalistes de gauche du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (PDPA) combattent une coalition contre-révolutionnaire soutenue par l'impérialisme et composée de propriétaires fonciers, de prêteurs sur gages, de chefs tribaux et de bandits qui se battent pour le servage, l'usure, la vente et l'achat des femmes, le voile et l'analphabétisme. L'utilisation de l'Afghanistan par l'impérialisme US, relayé par les autres impérialismes, comme prétexte pour une nouvelle offensive de guerre froide contre l'URSS a posé à brûle-pourpoint la question de la défense de l'Etat ouvrier soviétique, qui repose sur les conquêtes sociales historiques de la Révolution d'Octobre, et ce malgré la dégénérescence stalinienne. La tendance spartaciste internationale (TSI) a proclamé: Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!

Cependant, quand l'Armée rouge est intervenue, le Secrétariat unifié (SU), le bloc pourri auquel la LCR de Krivine est affiliée et qui continue de temps à autre à se présenter comme "trotskyiste", a battu en retraite. Après avoir salué le régime instable du PDPA, ils condamnèrent l'Armée rouge quand elle franchit la frontière pour éviter à ce régime d'être massacré par la réaction féodale; soit ils s'y opposèrent carrément, soit (comme leur section américaine, le SWP) ils refusèrent simplement de reconnaître, niant de ce fait la réalité, que l'intervention soviétique soit une question importante. Ils sont allés chercher toutes les justifications imaginables pour fermer les yeux sur le fait que l'impérialisme US a choisi la guerre en Afghanistan pour tester le rapport de forces entre les classes et l'équilibre militaire dans la région. En mai dernier lors d'une réunion de son comité exécutif international (CEI), le SU s'est ouvertement prononcé pour le retrait des Soviétiques d'Afghanistan et pour le soutien aux forces antisoviétiques appuyées par la CIA. Le mois même où se tenait cette réunion du CEI, la section britannique du SU, l'IMG, excluait les 16 membres de la Fraction communiste (voir l'article ci-contre), qui avait été forgée avant tout dans une lutte contre la capitulation de plus en plus avancée de l'IMG devant l'antisoviétisme, à la suite de l'intervention en Afghanistan. Ces partisans de la défense de l'URSS ont été exclus quand ils sont devenus un obstacle à la liquidation de l'IMG dans la social-démocratie de Benn. Pour tous les membres du SU qui ne peuvent pas encore s'accommoder de la perspective d'"entrisme profond" à l'intérieur de la Deuxième Internationale, cette exclusion est un avertissement: dans la guerre froide il n'y a pas de milieu, pas de "troisième camp".

La nouvelle position du SU ne constitue pas un renversement de ligne, mais un glissement qui pousse à sa conclusion logique la capitulation devant l'antisoviétisme des impérialistes, capitulation qui s'est d'abord exprimée dans son refus de défendre et de soutenir sans ambiguïté l'intervention soviétique. La nouvelle ligne, d'abord annoncée dans *Internationale* (18 juin), journal de la section suédoise du SU, le KAF, a été exposée dans l'édition française d'*Inprecor* (6 juillet), où sont reproduites (dans le plus pur style du SU) les résolutions majoritaire et minoritaire, qui ont reçu respectivement 20 et 9 voix, la résolution majoritaire n'étant passée qu'à une courte majorité, puisque 13 ont voté contre et 6 se sont abstenus. En gros, la minorité s'en tient à l'ancienne position majoritaire. La seule divergence fondamentale entre les deux est qu'à la différence de la minorité, la majorité a trouvé son "troisième camp".

Sans le moindre scrupule, la résolution majoritaire du SU prend prétexte de la politique traître de "coexistence pacifique" de la bureaucratie du Kremlin pour justifier sa propre trahison:

"L'occupation militaire de l'Afghanistan ne peut être soutenue au nom de la défense de l'URSS. (...) La politique passée et présente du Kremlin envers les pires régimes capitalistes et dictatoriaux à ses frontières (l'Afghanistan de Daoud, l'Iran du chah ou la Turquie) et, en retour, l'attitude de ces derniers envers l'URSS confirment cette appréciation."

— *Inprecor* n° 105, 6 juillet

Contre cette *realpolitik* de détente à la petite semaine une opposition trotskyste en URSS préférerait

de loin la plaisanterie qui circule à Moscou, comme quoi l'Armée rouge va se retirer d'Afghanistan en deux colonnes — l'une passant par le Pakistan, l'autre par l'Iran. Il n'y a que ceux qui partagent la foi aveugle du Kremlin dans les possibilités de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme — sans toutefois être à la place des bureaucrates de Moscou — pour dire qu'en Afghanistan la victoire des forces réactionnaires soutenues par la CIA ne serait pas une menace pour l'URSS. Le journal britannique *The Guardian* (3 août) rapporte que:

"Un an et demi après que les troupes soviétiques ont pénétré en Afghanistan, la Central Intelligence Agency [CIA] américaine coordonne un vaste et complexe programme, qui met en jeu cinq pays et plus de 100 millions de dollars, pour fournir à la résistance afghane l'arsenal de la guérilla moderne."

Mais le SU essaie de jouer sur les deux tableaux. Il s'abrite derrière la détente pour nier que l'Union soviétique soit menacée et ensuite reproche à la bureaucratie soviétique d'avoir provoqué chez les impérialistes un comportement belliqueux:

"Elle [l'invasion de l'Afghanistan] facilite aussi la campagne antimarxiste et anticommuniste de la bourgeoisie. Elle sert de prétexte à l'impérialisme pour justifier sa politique de réarmement et cherche à désamorcer une opposition de masse aux dépenses militaires. Elle lui permet de réclamer la légitimité pour ses projets interventionnistes au Moyen-Orient, en Iran et en Amérique centrale."

— *Inprecor* n° 105, 6 juillet

Le SU accuse les Russes de mettre en danger la paix mondiale en Afghanistan; c'est précisément le raisonnement de tous les sociaux-démocrates qui soutiennent leur propre impérialisme "démocratique" comme un soi-disant "moindre mal" face à l'"agression et l'expansionnisme soviétiques". Faut-il supposer que l'Union soviétique a eu tort d'envoyer de l'aide au FLN au Vietnam? Aurait-il fallu condamner la présence des troupes cubaines en Angola? Et aujourd'hui la bureaucratie soviétique a-t-elle raison de refuser de fournir de l'aide aux insurgés de gauche du Salvador?

Cherchant une feuille de vigne pour son soutien à la *djihad* antisoviétique réactionnaire, le SU proclame son opposition à tout "soutien indifférencié à la 'résistance afghane'". Il a au contraire découvert une "aile progressiste" — en particulier l'Organisation populaire pour la libération des peuples afghans et le Front des combattants Modjahed, qui sont tous deux des créations de groupes maoïstes:

"Ces organisations maintiennent un programme dont le contenu social est au moins aussi avancé que le programme du PDPA. Elles pourraient devenir un pôle d'opposition actif aux forces intégristes islamiques ou pro-impérialistes."

— *Ibid.*

Laissons de côté le fait que ces organisations "socialement avancées" combattaient le régime du PDPA quand il essayait d'introduire des réformes sociales, bien avant l'intervention soviétique; si le régime du PDPA était renversé après la défaite et/ou le retrait des Soviétiques cela signifierait nécessairement que serait imposé un régime pro-impérialiste de réaction féodale. Au mieux c'est une position classique de "troisième camp", et comme toujours c'est une mince justification pour soutenir le camp de la réaction. Même la résolution de la minorité tourne en ridicule l'idée que "l'origine maoïste de certains



Le camp du SU: les mollahs qui assassinent les instituteurs communistes

groupes" représente une preuve que "leur opposition au régime ait une orientation révolutionnaire". Pékin est aujourd'hui partie intégrante — et de loin la plus belliciste — de l'alliance militaire antisoviétique. Un des cinq pays impliqués dans le "vaste et complexe programme" de la CIA est... la Chine. Comme le note *The Guardian* du 3 août:

"Les Chinois ont accepté d'autoriser le survol de leur territoire par des avions transportant des armes destinées à l'Afghanistan. Les Chinois aideraient aussi à fournir des SAM 7 et des lance-roquettes anti-chars RPG. Si la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan venait à être fermée, les Chinois se chargeraient de la livraison des armes (...)."

Heureusement pour les masses afghanes, les USA et leurs alliés ont rencontré assez peu de succès. Même si le SU ne se réjouit qu'assez modérément de l'apprendre, rien n'établit que l'Armée rouge ait rencontré de grandes difficultés à contenir l'insurrection réactionnaire. Le journal britannique *The Sunday Times* (26 juillet) rapporte qu'il est "très rare de trouver quelqu'un en Afghanistan qui ait vraiment vu un soldat russe mort". Une récente émission de télévision *TV Eye* a démenti de façon très éloquente quelques-uns des mensonges de guerre froide les plus grossiers qui proviennent du nid d'espions pakistanais de Peshawar sous le nom de "communiqués militaires". Les caméras de *TV Eye* ont filmé un convoi russe progressant tranquillement, sans avoir besoin de couverture aérienne, à un endroit où la radio des insurgés affirmait leur avoir infligé de lourdes pertes et détruit des chars soviétiques! En fait, la seule chose pouvant expliquer le nombre exagéré de morts revendiqué par la racaille antisoviétique, c'est que les rebelles s'entretuent. *The Guardian* du 24 juillet rapportait que "deux bandes de rebelles antisoviétiques" se sont massacrées entre elles parce qu'elles n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur les tactiques à employer pour une attaque commune contre une base aérienne soviétique. Continuez, les rebelles!

Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans!

Cherchant une justification "marxiste" à sa position, le SU invente le "principe" de l'inviolabilité de la "souveraineté politique". Non seulement Trotsky rejetait ce principe quand l'Armée rouge réussissait à marcher sur la Géorgie et quand elle échouait devant Varsovie, mais il le rejetait aussi dans le cas de l'Armée rouge de *Staline*. Quand certains éléments, membres ou proches de l'Opposition de gauche internationale, et notamment le syndicaliste français Robert Louzon, soutenaient Tchang Kai-ček qui réclamait que Moscou lui rende le chemin de fer de l'Est chinois en 1929 au nom de l'autodétermination nationale, Trotsky répondait:

Un militant LCR, ouvrier à Renault, rejoint la LTF

Le camarade Demos, ouvrier à l'usine Renault de Cléon (près de Rouen) depuis 10 ans et membre de la CGT, et militant de la LCR, en a démissionné en solidarité avec le programme révolutionnaire de la tendance spartaciste internationale (TSI). Ce camarade, entré dans la LCR en 1979 après en avoir été sympathisant pendant 4 ans, a été amené à rejeter la contrefaçon pabliste du trotskysme.

Déjà opposé à la campagne pro-Mitterrand de la LCR sur l'"unité", Demos a été amené, à la suite des dernières positions de la LCR, à la compréhension que la LCR mène une politique *conséquence* d'opportunisme par rapport aux directions en place, opportunisme théorisé par Jérôme, dirigeant mattiste de la LCR à Rouen qui, après avoir expliqué que "le vote pour le PS est indéniablement un vote à gauche du PCF", appelle, dans un texte interne (reproduit dans notre brochure "La guerre froide pousse la LCR et le SU dans la social-démocratie") à "une entrée de militant(e)s dans le Parti socialiste". Comme le camarade Demos a expliqué :

"L'entrisme est une tactique que les révolutionnaires peuvent utiliser dans certaines circonstances, pour gagner les travailleurs se détachant des directions réformistes et pour construire donc la parti révolutionnaire. Pour Trotsky dans les années 30, une telle tactique signifiait lutter dans le PS sur l'intégralité du programme révolutionnaire et contre les directions réformistes. Si (comme probable) Jérôme défend dans le PS ses positions actuelles (...), son 'entrisme' ressemblera à s'y tromper non à un combat contre la direction du PS mais à une liquidation au profit de la social-démocratie."

— "Non, la victoire de Mitterrand n'est pas une 'première victoire' pour la classe ouvrière", 18 mai

Mais la position de Jérôme n'est pas une "bavure". Les groupes européens du Secrétariat uni-

fié (SU), disciples centristes de Mandel et Frank, ont commencé ce qu'on pourrait appeler le "tournant anglais" vers la social-démocratie: une nouvelle immersion dans les partis réformistes de masse du type de celle qui a marqué la destruction politique de la IVe Internationale il y a près de 30 ans ("L'entrisme sui generis", dû à Michel Pablo). Le changement de ligne pro-impérialiste que le SU vient d'effectuer sur l'Afghanistan réduit à néant toute prétention que l'entrisme "sui degeneris" proposé aurait pour but de gagner des militants prolétariens au trotskysme. Le soutien que le SU apporte à la contre-révolution féodale soutenue par l'impérialisme est la conséquence de son tournant vers la social-démocratie européenne, fervente partisane de l'OTAN.

Dans la section britannique du SU, l'IMG, la lutte de la Fraction communiste, tendance oppositionnelle de gauche, (composée de cadres expérimentés, et parmi eux le camarade Harney, ancien membre du CC de l'IMG et de la commission de contrôle), et son expulsion bureaucratique en mai démontrent bien le caractère capitulard de l'"entrisme" du SU. Le renforcement actuel de la "gauche" travailliste regroupée autour de Tony Benn a déjà conduit divers groupes trotskoides britanniques à s'immerger dans le Parti travailliste, et l'IMG envisage lui aussi de se liquider dans ce milieu. *Socialist Challenge*, le journal de l'IMG, appelait en avril à un "soutien total à la candidature de Tony Benn à la vice-présidence du Parti travailliste" et affirmait son soutien à son programme en 5 points pour "une stratégie non-nucléaire" pour l'impérialisme britannique. Le soutien de l'IMG constitue une violation des principes historiques du mouvement communiste qui s'oppose au soutien à tout budget militaire capitaliste, *quel qu'il soit*. La Fraction communiste

avançait des critiques aiguës de ces capitulations; la purge de cette fraction, réduisant à néant la soi-disant démocratie interne dont se targuait jadis l'IMG, était le tribut offert par la direction de l'IMG pour devenir membre à part entière du club des supporters de Tony Benn.

La constatation du camarade Demos que "plus le front populaire se met en place, plus le cours [de la direction de la LCR] est droitier" continue de se révéler juste. A droite de Pivert (auquel Trotsky s'est fermement opposé), la LCR n'est même pas pour un "front populaire de combat". Elle appelle en fait Mitterrand à s'appuyer sur les travailleurs... pour faire passer de "bonnes" lois au Parlement! En soutenant un gouvernement bourgeois, en impliquant que l'Etat bourgeois peut être utilisé par le prolétariat pour ses intérêts de classe, la direction de la LCR flirte avec la conception social-démocrate que l'Etat bourgeois peut changer de nature de classe: d'après *Rouge* (n°980, 4-10 septembre), c'est le CNPF et non l'Etat bourgeois "qui agit comme un état-major de la classe dominante".

Comme le camarade Demos l'a compris, "l'opposition révolutionnaire au front populaire et la défense des acquis d'Octobre, partie intégrante du programme de la révolution politique contre les bureaucrates dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés, sont les questions essentielles du programme trotskyste" (Lettre de démission). Moins que jamais, la LCR n'est un endroit pour des militants qui se veulent trotskystes. Pour ceux qui ont conservé quelque chose de leur énergie révolutionnaire du début et qui ne veulent pas finir leur vie en sociaux-démocrates antisoviétiques, la seule voie est celle suivie par Demos, la Fraction communiste et les camarades allemands du GIM qui ont rejoint la tendance spartaciste internationale!

"Voici en quoi consiste le plus haut devoir de la révolution prolétarienne: elle doit soigneusement courber ses drapeaux devant les frontières nationales. En cela consiste, selon Louzon, le fond de la politique anti-impérialiste de Lénine! Il est pénible de lire cette philosophie de 'la révolution dans un seul pays'. L'Armée rouge s'est arrêtée à la frontière de la Chine parce qu'elle n'était pas assez forte pour passer cette frontière et encaisser le coup qui lui serait inévitablement venu de l'impérialisme japonais. Si l'Armée rouge avait été assez forte pour mener cette offensive, elle aurait eu l'obligation de l'entreprendre."

— Trotsky, "La défense de l'URSS et l'Opposition", *La nature de l'URSS* (édition Maspéro)

Cela est d'autant plus le cas dans un pays aussi arriéré que l'Afghanistan, où les bénéfices de la révolution socialiste — et donc aussi de la révolution démocratique bourgeoise — ne peuvent être introduits qu'avec l'aide de la dictature du prolétariat soviétique et de ses forces armées. C'est pourquoi Trotsky écrivait dans *La révolution trahie* que "la bureaucratie continue à accomplir un certain travail progressiste": "Cela concerne avant tout les nationalités arriérées de l'URSS (...). La bureaucratie leur construit un pont vers les bienfaits élémentaires de la culture bourgeoise et, partiellement, pré-bourgeoise".

Et c'est pourquoi aujourd'hui la TSI avance le mot d'ordre: "Etendez les conquêtes d'Octobre aux peuples d'Afghanistan!"

Le SU appelle au désarmement de l'Union soviétique

En fait, c'est rien moins qu'au désarmement unilatéral de l'URSS que le SU appelle ouvertement:

"L'affirmation tout aussi contre-révolutionnaire selon laquelle les pays socialistes doivent pouvoir gagner, le cas échéant, une guerre nucléaire participe de la même orientation (...).

"Une direction révolutionnaire prendrait des initiatives de désarmement unilatéral sans remettre en cause ses capacités d'autodéfense (...)."

— *Impresor* n° 92, 2 janvier

Le dirigeant du SWP réformiste, Barnes, a même été jusqu'à demander à Brejnev d'"annoncer que l'URSS est en train de détruire une grande partie de son arsenal nucléaire"! Alors que l'impérialisme US, qui cherchait à gagner du temps, était prêt à parler détente pendant qu'il travaillait fébrilement à reconstruire son arsenal antisoviétique, ces charlatans niaient que la défense de l'Union soviétique était une question d'actualité. Aujourd'hui ils demandent à la bureaucratie soviétique de renoncer à se défendre pour apaiser les bellicistes impérialistes. Comme la LCR l'a expliqué — sans rire —, "des initiatives concrètes de désarmement unilatéral (moratoire de la production des SS 20, par exemple) (...) prendraient à contre-pied les fauteurs de guerre de l'OTAN"

(*Rouge* n° 899, 28 décembre 1979-3 janvier 1980).

Comme chacun le sait, opposer les colombes aux canons a toujours permis d'arrêter le bras de l'impérialisme, notamment en 1914 et 1939! La LCR prétend que la défense de l'URSS est une question "d'antan", mais ils s'opposent de toute façon à ce que l'Union soviétique arrive à l'équilibre militaire, et encore moins qu'elle se défende réellement.

"La dissuasion la plus efficace contre la guerre c'est celle des masses mobilisées contre les fauteurs de guerre impérialistes. Cela n'exclut pas dans certaines conditions historiques le recours à la constitution de moyens nucléaires d'autodéfense. Ainsi, nous avons appuyé l'URSS comme la Chine lorsque ces Etats se sont dotés respectivement en 1949 et en 1964 de tels moyens, mais cela ne saurait être confondu avec une participation active à la course aux armements dans le sillage de l'impérialisme US et à son plus grand profit."

— *Rouge* n° 980, 4 septembre-10 septembre

Ces stupidités pacifistes ne servent pas simplement à endormir la classe ouvrière, elles visent à

désarmer l'Union soviétique. Le pacifisme de Mandel, Barnes et Krivine, c'est du *pacifisme de guerre froide*! Afin de s'aligner sur les "socialistes de l'OTAN" comme Benn, le leader de la "gauche" travailliste, et Mitterrand, ils seront de plus en plus et inévitablement amenés à désavouer des luttes contre l'exploitation et l'oppression impérialistes, comme aujourd'hui ils renoncent à toute possibilité d'émancipation sociale des peuples d'Afghanistan. En tant que trotskystes, nous sommes pour la défense militaire de l'URSS et pour la révolution politique prolétarienne de Berlin-Est à Moscou, de La Havane à Pékin, de façon à ce que les ressources des Etats ouvriers dégénéré et déformés ne soient pas dilapidées pour des bouchers en mal de génocide comme Mengistu en Ethiopie, ou sacrifiées à des plans utopiques-pacifistes de désarmement, mais au contraire placées tout entières au service de la révolution mondiale. Nous nous battons pour le parti mondial de la révolution prolétarienne, la IVe Internationale, qui désarmera la bourgeoisie une bonne fois pour toutes!

Une brochure de la LTF sur le tournant du SU vers la social-démocratie

Les documents reproduits dans cette brochure relatent les discussions internes qui ont lieu actuellement dans toutes les sections du SU en Europe de l'Ouest — est-ce que le SU va ou non "entrer" dans la Deuxième Internationale, c'est la question.

● Le document de Bernhard (GIM), "L'Afghanistan et la défense de l'Union soviétique", écrit avant que le SU change de ligne, montre comment le GIM refuse de défendre l'URSS contre la menace militaire impérialiste.

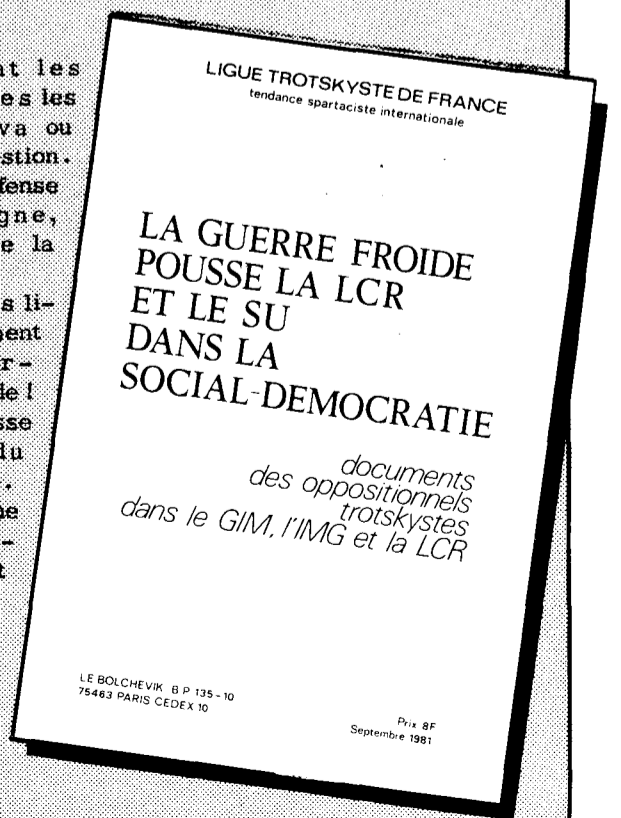
● Le texte de la Fraction communiste, "Renverser le cours liquidationniste à propos du Parti travailliste", montre comment la direction de l'IMG donne son aval au programme réformiste "de gauche" de Tony Benn; le document "Prenez garde! Les mots d'ordre de désarmement ne désarment que la classe ouvrière" critique l'IMG pour son suivisme à l'égard du mouvement pacifiste utopique contre l'armement nucléaire.

● En France, le camarade Demos s'est opposé à la campagne "unitaire" pro-PS menée par la LCR et à la politique de soutien au front populaire de guerre froide de Mitterrand, dont la LCR s'est auto-proclamée "troisième composante"!

La guerre froide a atteint l'Europe. La lecture de ces documents est indispensable pour tous ceux qui cherchent une alternative à l'engouement général pour l'antisoviétisme de la social-démocratie.

(8 F - 11 F part inclus)

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris Cédex 10



Qui défend l'URSS...

Suite de la page 3

Le *Communiste des Bouches-du-Rhône* se déclare "pour la réduction du budget militaire, pour le désengagement de notre pays de l'Alliance atlantique et de sa politique de guerre" (juin, souligné par nous). Est-ce que ces "anti-opportunistes" veulent seulement qu'il y ait moitié moins de missiles pointés sur Moscou et Léninegrad? Pensent-ils vraiment qu'une France capitaliste, "indépendante" et pacifique, soit possible à l'époque impérialiste?

La force d'attraction des "anti-opportunistes" tient dans leur thèse qui veut que, dans cette période de renouveau de guerre froide, la loyauté envers l'Union soviétique va réussir à empêcher "le Parti" de s'engager dans la collaboration de classes, une idée qui se trouve certainement renforcée après la répugnante capitulation des traîtres eurocommunistes devant la "démocratie" bourgeoise.

Mais c'est la bureaucratie soviétique qui a poussé les partis communistes à défendre la "démocratie" bourgeoise sous la bannière du front populaire. La base du front populaire fut la signature du pacte de non-agression franco-soviétique par Staline et Laval, le ministre français des affaires étrangères, à Moscou en mai 1935. Un communiqué final après la signature du pacte déclare: "Le premier devoir de chacun les oblige à n'affaiblir en aucune façon leurs moyens de défense nationale. Dans ce sens monsieur Staline comprend et approuve entièrement la politique de défense nationale entreprise par la France afin de maintenir sa puissance militaire au niveau requis par sa sécurité". Ainsi, les dirigeants de l'Internationale communiste donnèrent au PCF l'ordre de conclure une trêve patriotique avec la bourgeoisie par la médiation d'un ministre impérialiste. Nous savons quel degré de sécurité l'URSS a gagné à travers cette alliance! La révolution prolétarienne était la seule garantie réelle pour la sécurité de l'Union soviétique, tout comme elle l'est encore aujourd'hui. Trotsky avait prévu que la doctrine du "socialisme dans un seul pays" de la bureaucratie soviétique conduirait à la social-patriotisation des PC:

"La croissance des antagonismes impérialistes, la proximité évidente du danger de guerre, et l'isolement aussi évident de l'URSS doivent inévitablement renforcer les tendances nationalistes centrifuges au sein du Komintern. Chacune des sections va commencer à développer une politique patriotique pour son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des démocraties impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant terminée. Le procureur bonapartiste a joué son rôle. Désormais, les communo-chauvins devront se préoccuper de leur propre peau dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la 'défense de l'URSS'."

— Trotsky, "Une leçon toute fraîche", 10 octobre 1938

Le Communiste et le social-patriotisme

Les positions du *Communiste* ressemblent étrangement à celles du PCF au début des années 50 — on dénonce les sociaux-démocrates pour être pro-américains, mais on recherche des blocs avec

des forces nationalistes/gaullistes au nom d'un "front national" contre les USA et l'Allemagne de l'Ouest. Dans sa brochure "Programme d'union et de combat", le *Communiste* envisage même de faire un bloc avec les secteurs les plus arriérés de la petite-bourgeoisie (comme le CID-UNATI!) contre la Communauté économique européenne (CEE). Dans un chapitre de cette même brochure intitulé "Une politique d'indépendance nationale contre l'impérialisme", le *Communiste* se prononce en faveur de la "lutte pour l'indépendance nationale", et il oppose cela à la soi-disant "inféodation à l'impérialisme" de la bourgeoisie française. C'est une capitulation honteuse à cette sorte de démagogie chauvine qui a conduit le PCF à attaquer les travailleurs immigrés à Vitry.

"Le problème va plus loin que l'"esprit de clocher" des "anti-opportunistes". Il est significatif que le *Communiste* n'ait rien à dire sur les luttes des ouvriers britanniques, italiens et ouest-allemands. Les révolutionnaires sont contre la CEE et le Parlement européen (nous avons appelé au boycottage des élections de 1979), non pas parce qu'ils sont "supranationaux", mais parce qu'ils sont les appendices économiques et politiques de l'OTAN. Nous opposons à cela l'unité de tout le prolétariat d'Europe, sous le drapeau des *Etats-Unis socialistes d'Europe*. Les "anti-opportunistes" sont intrinsèquement incapables d'avoir un tel programme.

La classe ouvrière française n'a absolument aucun intérêt à rendre le capitalisme français suffisamment "sain" pour concurrencer les autres impérialistes, pas plus qu'elle n'a intérêt à armer la France capitaliste pour gagner une guerre contre ses rivaux impérialistes, ou l'URSS.

Ce n'est pas parce que l'impérialisme français est derrière ses rivaux ouest-allemand, japonais et américain, que le patriotisme français est devenu moins réactionnaire. Quand le *Communiste* appelle à l'"indépendance nationale" sous un gouvernement "populaire", explicitement non socialiste (en passant, n'est-ce pas là aussi un abandon de la dictature du prolétariat?), c'est une couverture de gauche pour le chauvinisme bourgeois. L'impérialisme, comme Lénine nous l'a enseigné, n'est pas une politique, mais le stade suprême du capitalisme. On ne peut pas l'écraser avant d'avoir exproprié la bourgeoisie elle-même.

Les rivalités impérialistes internationales ne restent pas longtemps pacifiques; les guerres économiques sont inévitablement suivies de guerres tout court. Ceux qui sont pour l'"indépendance nationale" et qui refusent de lutter contre la campagne chauvine "Produisons français" du PCF, ne font en fait que soutenir de la main gauche la "défense nationale". Le social-patriotisme est le fruit le plus amer du "socialisme dans un seul pays".

Mais ce qui rapproche le *Communiste* des bureaucraties "pro-soviétiques" comme Vermeersch (et peut-être Plissonnier!), qui sont avant tout intéressés à préserver le rapport de forces organisationnel avec le PS, c'est leur affirmation que le PCF est toujours

Le parti de la classe ouvrière. Quelles que soient les critiques qu'il avance, le *Communiste* cherche à maintenir des militants du PCF à l'intérieur du cadavre réformiste pourri du "Parti", en évitant de faire sérieusement face aux causes réelles du réformisme du PCF. Ils disent en effet que la classe ouvrière ne peut pas espérer mieux que sa direction traître actuelle. Ils éliminent les classes ouvrières française — et allemande, polonaise et russe — en tant qu'agents du changement révolutionnaire, en leur conseillant de se débrouiller avec ce qu'ils ont. En fait, le PCF n'est pas une place pour un communiste et il y a une alternative — dans le programme révolutionnaire avec lequel Lénine et Trotsky ont dirigé la Révolution russe.

Pour la révolution politique

On ne peut pas réformer la bureaucratie soviétique. Son pouvoir repose sur les formes de propriété prolétariennes, mais elle constitue une caste privilégiée qui a politiquement exproprié la classe ouvrière. Seule la révolution prolétarienne à l'Ouest garantit la défense de l'URSS et des acquis de la Révolution d'Octobre; mais les bureaucrates soviétiques craignent cette possibilité comme la peste. Ca pourrait se propager, et en se propageant, les renverser de leur position privilégiée!

Contrastant avec la perspective profondément pessimiste qui consiste à faire confiance à la bureaucratie soviétique conservatrice et vieillissante, nous voudrions citer pour finir un membre du Parti communiste de Grande-Bretagne qui a été gagné au trotskysme en même temps qu'une couche significative de cadres du PC britannique qui avaient réexaminé leurs loyautés politiques sous l'impact de la révolution hongroise de 1956. Après avoir dénoncé l'écrasement de cette révolution, il déclara qu'elle annonçait les révolutions politiques à venir:

"Un jour eux aussi les ouvriers russes, fidèles à leur glorieuse tradition de 1905 et de 1917, régleront leurs comptes avec la bande d'ambassadeurs viveurs, charlatans, ronds de cuir et discours de bonne aventure idéologique qui ont dérobé son pouvoir au prolétariat russe.

"Et il est doublement garanti que s'accomplisse cet acte de justice historique dans le pays qui porte encore le glorieux nom de 'soviétique':

"D'abord, les ouvriers russes ont conservé (bien qu'altérée sous certains aspects non fondamentaux) la conquête impérialiste, qui a marqué son temps, de la Révolution d'Octobre: une économie socialisée, un système social qui en a fini avec le capitalisme et les rapports de production capitalistes.

"Ensuite, et ce n'est pas moins important, la révolution hongroise a une fois de plus apporté la preuve de la résistance et de la viabilité des soviets en tant qu'organes de l'insurrection et du gouvernement du peuple par lui-même, en tant que la plus haute expression du génie créateur du prolétariat. La révolution politique en Russie verra refluer une fois de plus cette forme de lutte de la classe ouvrière, depuis longtemps enterrée mais inextinguible. Il y aura à nouveau des soviets en Union soviétique."

— "An Undelivered Speech", Peter Fryer dans *Labour Review*, mai-juin 1957

Mitterrand...

Suite de la page 2

mi principal est dans notre propre pays", déclaraient Liebknecht et à sa suite Lénine. Pour tous les sociaux-chauvins, l'ennemi principal est toujours chez le voisin, en l'occurrence les Etats-Unis. L'anti-américanisme est traditionnellement dans la "gauche" française une couverture au chauvinisme. Si elle acceptait la bombe à neutrons, "l'Europe serait ainsi l'otage de la stratégie américaine", explique Plissonnier (*L'Humanité*, 11 août). Mais la bombe à neutrons US n'a pas pour but de "prendre la France ou l'Europe en otage"; elle a le même but que la bombe à neutrons que Mitterrand est prêt à produire (et sur laquelle le PCF garde un silence complice) et que la

force de frappe française que le PCF soutient ouvertement: renverser les acquis de la Révolution russe pour remettre l'URSS, ainsi que les Etats ouvriers déformés, dans les griffes du capitalisme! C'est pourquoi nous avons participé à Paris à la manifestation organisée le 18 août par la CGT, avec les mots d'ordre: "La force de frappe vise Moscou Léninegrad", "Reagan et Mitterrand renforcent l'arsenal anti-soviétique", "Non au front populaire antisoviétique de Mitterrand", "Non aux bombes N! Travailleurs d'Europe et d'Amérique: défendez l'URSS!"

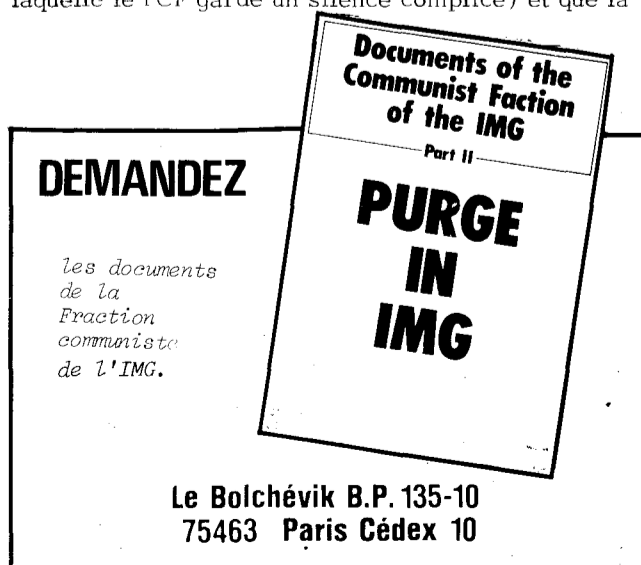
Pour une opposition révolutionnaire à Mitterrand!

La soi-disant "extrême gauche" ne se prétend plus qu'un appendice de la social-démocratie anti-communiste. L'OCI réformiste de Lambert est juste une succursale du PS. La LCR centriste (très à droite) de Krivine s'interroge si elle jouera plus efficacement les cautions de "gauche" de Mitterrand à l'extérieur ou à l'intérieur du PS. N'importe comment, elle a préparé le terrain à un "entrisme" en se rangeant sur la question de l'Afghanistan contre l'URSS et du côté de l'OTAN. Après avoir nié farouchement que l'URSS soit un tant soit peu menacée par l'impérialisme, l'ampleur de la guerre froide est telle que même la LCR est obligée de reconnaître, timidement, "les préparatifs de guerre impérialiste" (*Rouge*, n° 980, 4-10 septembre). Mais ces capitulards n'en appellent pas pour autant à la défense militaire de l'URSS et, de la même façon et pour les mêmes raisons que le PCF, ils dénoncent uniquement l'impérialisme US pour blanchir leur "camarade président", auquel ils demandent même de prendre l'initiative du désarmement. Pire encore, ils appellent Mitterrand à intervenir au côté des catholiques en Irlande du

Nord. Avec les soldats de l'impérialisme français qu'ils veulent retirer de l'Afrique, peut-être? Misérable social-chauvinisme!

Pour Krivine, il ne s'agit pas de lutter contre Mitterrand, mais de le pousser à gauche, puisque pour lui la victoire électorale de Mitterrand est la première étape dans l'instauration de la dictature du prolétariat: "le pouvoir économique des patrons [est] le seul qui reste entre les mains de la bourgeoisie" (*Rouge* n° 976, 9 juillet)! En conséquence, il fait confiance au gouvernement bourgeois de front populaire et au Parlement bourgeois pour instaurer le "changement" correspondant aux intérêts ouvriers: "C'est donc l'engagement au changement qui devrait être au centre des travaux de l'Assemblée nationale (...)" (*Ibid.*). Mais la classe ouvrière n'a à attendre de Mitterrand ni évidemment le "changement", ni même la satisfaction de ses revendications. Elle n'obtiendra que ce qu'elle arrachera par ses luttes. Mais ce sont justement ces grèves que les chiens de garde de Mitterrand veulent éviter. Ainsi, par exemple, la perspective offerte par la LCR aux travailleurs de l'"empire" Willot n'a pas été la grève (qui, selon Krivine, "fait le jeu de la droite!"), mais de s'en remettre au gouvernement et qu'il nationalise Willot, c'est-à-dire qu'il fasse payer leur faillite par toute la classe ouvrière!

Un parti réellement révolutionnaire chercherait à mobiliser les travailleurs dans de puissantes actions contre les attaques de la bourgeoisie et avancerait des mots d'ordre et revendications conduisant à l'instauration de leur propre pouvoir: le gouvernement ouvrier. Seul un gouvernement ouvrier reposant sur la classe ouvrière mobilisée et organisée dans ses propres structures de pouvoir pourra exproprié la bourgeoisie et briser sa résistance ■



Pologne...

Suite de la page 8

lentes, et les hausses de prix furent annulées dans les 24 heures. A la place, pour sauver la balance commerciale, le gouvernement réduisit les importations de matières premières et de biens intermédiaires, tout en maintenant à un haut niveau les importations de viande et autres aliments et des biens de consommation (y compris des télévisions Sony)! A la fin des années 70, la Pologne consommait 70 kilos de viande par habitant et par an, soit plus que l'Italie ou l'Espagne. Dans le même temps, beaucoup d'usines ne pouvaient pas remplir leur plan à cause de la pénurie de fournitures produites à l'étranger.

Une désintégration de la discipline du travail, en réaction à la perte spectaculaire de crédibilité subie par Gierek après les événements de juin 76, contribuait à aggraver la crise. Quand le gouvernement demanda aux ouvriers de se serrer la ceinture, ils répondirent en votant avec leur productivité, et ils votèrent la défiance. Un diplomate américain en Pologne à la fin des années 70 raconte: "Un directeur d'usine m'a dit une fois qu'il lui était difficile de dire si c'était simplement un jour de travail normal à l'usine ou si les ouvriers étaient engagés dans une grève du zèle" (R.T. Davis, "Political-Economic Dynamics in Eastern Europe: The Polish Case", dans US Congress, Joint Economic Committee, *East European Economic Assessment* — 1981).

Ces restrictions du commerce extérieur n'épargnaient pas l'agriculture puisque le gouvernement réduisit les importations de pesticides et ne pouvait pas fournir de pièces de rechange pour les machines agricoles fabriquées à l'Ouest. Les paysans ressentaient eux aussi la faiblesse du régime Gierek d'après 76 et réclamaient des prix de vente plus élevés pour leurs produits, des prix plus bas pour les fournitures et d'autres avantages. En 1979, des grèves paysannes dirigées par des prêtres se conjuguèrent avec le mauvais temps pour réduire la récolte au-dessous du niveau de 1976. Après un certain délai, la pénurie de céréales fourragères a ravagé le cheptel. Dans les six derniers mois, le nombre de têtes de bétail a diminué de 7%, et celui des porcs de 13% (*Economist*, 1er août).

Pour maintenir la paix sociale chez un allié important au point de vue militaire, l'Union soviétique a sans arrêt payé les créanciers occidentaux de la Pologne. Malgré cela l'économie polonaise somrait sous le poids d'une énorme dette extérieure et de troubles intérieurs croissants.

Solidarité et le double pouvoir à froid

L'été dernier, le régime Gierek a fait une dernière tentative désespérée pour obliger la Pologne à vivre dans le cadre de ses moyens. Pour la troisième fois en dix ans, la bureaucratie a essayé d'augmenter les prix des denrées alimentaires. Résultat: une crise qui pourrait bien changer le monde de l'après-guerre.

Une série de grèves salariales localisées ont culminé dans une grève générale politique bien organisée qui a paralysé le littoral de la Baltique pendant deux semaines. Pour empêcher la grève de s'étendre à tout le pays, le régime reconnaissait le droit à des syndicats indépendants, fait sans précédent dans un Etat dirigé par des stalinien. Quelques mois après les accords de Gdansk du 31 août, le nouveau mouvement syndical englobait pratiquement toute la classe ouvrière polonaise, y compris un million de membres du parti communiste. Le sociologue polonais Stefan Nowak indique l'étendue de cette transformation sociale: "La vitesse avec laquelle 10 millions de Polonais se sont rassemblés dans le mouvement Solidarité témoigne des besoins impérieux auxquels ce mouvement correspond" ("Values and Attitudes of the Polish People", *Scientific American*, juillet). Nowak remarque que "les ouvriers qualifiés constituent maintenant la principale force sociale en Pologne".

Cependant, bien qu'il possède une base prolétarienne, le nouveau mouvement syndical a depuis son apparition été dirigé par des forces pro-cléricales/nationalistes hostiles à l'Union soviétique et partisans du "monde libre" capitaliste. Walesa et ses collègues se voient à la tête de la nation polonaise tout entière contre "le communisme imposé par les Russes". Cela s'exprime de la façon la plus explicite dans leur soutien sans restrictions à l'organisation des petits paysans propriétaires, Solidarité rurale. Le danger est donc bien réel de voir la crise polonaise énormément renforcer les forces favorables à la restauration du capitalisme. Et avec la force politique de l'Eglise catholique, maintenant dirigée par un pape polonais, le danger de contre-révolution n'est pas du tout abstrait.

Depuis les accords de Gdansk, nous avons dit que la tâche centrale d'une avant-garde révolutionnaire (trotskyste) en Pologne serait de polariser le nouveau mouvement syndical, en gagnant la majorité des ouvriers contre la direction nationaliste et antisoviétique regroupée autour de Walesa. Les trotskystes se

battraient à l'intérieur de Solidarité pour un programme centré sur une stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat, la défense militaire inconditionnelle du bloc soviétique contre le capitalisme-impérialisme, la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne et l'établissement d'un gouvernement basé sur des conseils ouvriers démocratiquement élus (soviets) pour diriger une planification économique socialiste (comprenant la collectivisation de l'agriculture). Ce programme offre une issue socialiste aux crises désespérées et apparemment sans fin qui secouent la Pologne.

La bureaucratie stalinienne n'est pas une classe, mais une caste qui règne grâce à son monopole de l'organisation politique. Quelles que soient les vertueuses déclarations d'un régime bien mal en point, celui-ci ne peut coexister avec un mouvement syndical indépendant, et encore moins quand ce dernier possède la force sociale fondamentale de Solidarité. Kania, Rakowski et Cie ont gagné un petit sursis au prix du chaos économique.

Sous la pression de Solidarité, le gouvernement a augmenté les salaires de 20% alors que la production s'est effondrée, en grande partie à cause de l'introduction en janvier de la semaine de cinq jours. La production de charbon (principal produit d'exportation) a baissé de 20% l'année dernière et suffit à peine à satisfaire les besoins intérieurs. La situation de l'agriculture est encore pire. L'approvisionnement en viande a chuté de 20%. La récolte de pommes de terre a été réduite de moitié en 1980, et celle de betteraves à sucre d'un quart. Pour ajuster l'offre à la demande, le régime a annoncé qu'il allait augmenter le prix de la viande et d'autres produits de première nécessité de 110% en moyenne (!), tout en gelant les salaires. La Pologne est un cas extrême d'inflation dissimulée qui est en train de devenir un cas extrême d'inflation ouverte.

Cette réduction drastique de la production et de la consommation n'a pas arrangé le déficit de la balance des paiements. Au contraire, depuis les accords de Gdansk, les dettes en devises fortes de la Pologne ont grimpé de 21 à 27 milliards de dollars. Les stalinien polonais ont réagi à la crise en devenant encore plus dépendants du capital financier occidental, cependant qu'ils faisaient confiance au Kremlin pour se porter caution — au rythme de 4,5 milliards de dollars en crédits bilatéraux et crédits en devises fortes depuis les grèves de l'été dernier.

Ils deviennent aussi de plus en plus dépendants de leurs propres petits capitalistes. Le nouveau plan quinquennal (qui est à lui seul un acte d'optimisme béat) demande que la part de l'agriculture dans l'investissement passe de 15 à 25%, alors que les trois quarts vont aux fermes privées (*Economist*, 11 juillet). Autrement dit, près de 20% du fonds d'investissements d'Etat va se trouver entre les mains de paysans propriétaires, ce qui renforcera considérablement la base sociale d'une contre-révolution. Mais il ne faut pas prendre trop au sérieux ce plan quinquennal bureaucratique. En Pologne, le dénouement se produira bien avant et sera déterminé par des forces bien différentes.

Une Pologne ouvrière, oui!

L'anarchie grandissante en Pologne et l'imminence d'affrontements violents entre Solidarité et le régime pourraient amener des soldats russes dans les rues de Lodz ou de Varsovie pour restaurer l'ordre bureaucratique. A n'en pas douter, la justification des stalinien serait la nécessité de "combattre la contre-révolution". Il y a certainement des forces non négligeables en faveur de la restauration du capitalisme, allant de la paysannerie propriétaire jusqu'à l'Eglise catholique. C'est cependant la principale force contre-révolutionnaire au monde, l'impérialisme US, qui essaie de provoquer le Kremlin en Pologne. Reagan/Haig veulent voir les ouvriers polonais jeter des cocktails Molotov sur les chars russes afin d'alimenter leur campagne de guerre antisoviétique, à laquelle participent notamment les impérialistes français et allemands qui eux, misent avant tout sur la pression économique par le biais de l'importante dette contractée auprès des banques occidentales pour racheter la Pologne.

Au mieux, une intervention militaire soviétique gênerait le processus de différenciation politique dans la classe ouvrière, différenciation indispensable à la seule solution progressiste de la crise polonaise: la révolution politique prolétarienne. Au minimum, elle ferait reculer l'échéance de la confrontation décisive entre les ouvriers et leurs maîtres stalinien. Mais elle pourrait avoir des conséquences beaucoup plus néfastes. Elle pourrait provoquer une résistance violente de la

part des Polonais, ce qui conduirait à un bain de sang qui écraserait politiquement la classe ouvrière et produirait une explosion de nationalisme antirusse qu'il faudrait des années, voire des décennies, pour surmonter. Ce ne serait pas seulement une défaite pour le mouvement socialiste, mais aussi une catastrophe historique.

L'opposition de Solidarité à une économie à planification centralisée (qui s'exprime dans des appels en faveur de l'"autogestion des entreprises") et ses "marches de la faim" sont des expressions de l'anarchie qui a englouti le pays. Ce n'est pas l'anarchie qu'il faut à la Pologne — c'est l'ordre socialiste. Mais le chaos économique de la Pologne est l'occasion pour la propagande impérialiste occidentale de condamner l'économie planifiée et centralisée. Ainsi, *Libération*, dont l'anticommunisme a désormais trouvé en Mitterrand son champion, a-t-il publié fin août un dossier sur la Pologne dont l'objet central est non seulement de "démontrer" l'inefficacité de la "planification volontaire et centralisée, et plus encore l' inanité d'un rejet idéologique des lois du marché" (25 août), mais surtout de glorifier la gestion social-démocrate du capitalisme. Par exemple, tandis qu'il rapportait avec satisfaction dans son numéro du 28 août les propos d'un paysan qui déclarait que "le système planifié est idiot, c'est pour cela que je suis dans le syndicat [Solidarité rurale] (...) dites-le à Mitterrand quand vous rentrerez en France. Le marché libre, il n'y a que ça de vrai". Il titrait le lendemain: "Les ouvriers polonais veulent la social-démocratie" (29-30 août). Mais la solution à la crise polonaise n'est pas, comme le proposent ces plumitifs de la bourgeoisie, dans une restauration capitaliste sous les auspices de la social-démocratie; en fait si la planification économique socialiste a jamais été quelque part une nécessité brûlante, c'est aujourd'hui en Pologne. Mais une planification économique socialiste n'est possible que sous la direction d'un parti ouvrier authentiquement révolutionnaire. Et cela nécessite que l'on se débarrasse de la bureaucratie stalinienne qui met en danger la propriété socialisée. Les ouvriers polonais et le prolétariat international doivent défendre les conquêtes révolutionnaires qui ont permis à la Pologne de bâtir, en partant de l'arriération rurale des plaines d'Europe de l'Est, la 10e puissance industrielle du monde!

On ne peut imaginer une solution ouvrière à la crise économique sans la collectivisation de l'agriculture et l'annulation de la dette impérialiste. Mais ces deux objectifs sont directement opposés au cléricau-nationalisme de la direction de Solidarité. La solidarité de Solidarité avec la nation polonaise l'amène à se faire le champion des paysans propriétaires organisés, même quand ils font monter le prix des denrées alimentaires en réduisant les livraisons. L'annulation de la dette capitaliste provoquerait des représailles, économiques et politiques. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire se défendrait contre ces représailles en appelant la classe ouvrière d'Europe de l'Ouest à se lancer ensemble dans une nouvelle entreprise: les Etats-Unis socialistes d'Europe. Un tel appel n'est pas seulement inconcevable pour Walesa et ses collègues, il va à l'encontre de toute leur vision politique.

La notion de "socialisme dans un seul pays" — avec ou sans autogestion ouvrière — est un délire idéologique stalinien. Il ne saurait évidemment exister de "Pologne indépendante et socialiste" en quelque sorte épargnée par les efforts du capitalisme-impérialisme pour détruire l'Union soviétique. Un avenir socialiste pour la Pologne dépend de l'unité révolutionnaire des travailleurs russes et polonais, une unité dirigée contre la bureaucratie stalinienne dont la politique de capitulation devant les forces bourgeoises, qui se poursuit depuis des dizaines d'années, est responsable de la situation désastreuse actuelle. La Pologne a un besoin urgent d'un plan économique ambitieux pour restructurer l'industrie et réaliser une révolution technologique dans l'agriculture, le tout basé sur l'économie collectivisée du pouvoir d'Etat prolétarien. Une révolution politique prolétarienne à travers l'Europe de l'Est stalinienne, dirigée par des partis trotskystes, inspirerait l'enthousiasme, le dévouement et la discipline du travail nécessaires pour remettre la Pologne au travail — et ouvrir la voie vers le socialisme.

Adapté de Workers Vanguard n°287

ABONNEZ-VOUS!

au journal de la
Ligue trotskyste de France!

LE BOLCHEVIK: BP 135-10 75463 Paris cedex 10

NOM: _____

ADRESSE: _____

1 an (9 numéros): 30 F (France)

Hors Europe 40F (avion: 60F) Etranger: mandat poste international





Varsovie, 4 août--«marche de la faim»

Joseph Czarniecki/Franca

La révolution politique remettra tout le monde au travail

Le chaos économique engloutit la Pologne

Des dizaines de milliers de personnes défilent à Lodz pour protester contre la pénurie alimentaire. Une colonne de 200 bus et camions occupe le centre de Varsovie pendant trois jours, et les organisateurs de la manifestation réclament l'annulation par le gouvernement de la réduction de 20% de la ration de viande, alors que même des porte-parole de Solidarité admettent que cette réduction des rations est rendue nécessaire par une réelle pénurie. Il n'y a ni viande, ni savon, ni cigarettes. Et maintenant le gouvernement projette des hausses de prix de 100 à 300% sur les produits de première nécessité. Combien de temps encore cela va-t-il durer comme ça?

Depuis que la grève générale de l'été dernier a donné naissance à un nouveau et puissant mouvement syndical, *Solidarnosc*, la Pologne vit dans une situation de double pouvoir à froid. Pendant que Solidarité et le régime affaibli sont allés de confrontation en confrontation, faisant machine arrière à la dernière minute, le pays s'est enfoncé dans le chaos économique. Pour une part, les gens ont cessé de travailler dès lors que les zlotys qu'ils gagnent ne leur permettent plus d'acheter quoi que ce soit. Mais l'effondrement général de la discipline du travail est au fond politique. Le système "communiste" officiel (en réalité le pouvoir bureaucratique stalinien) est irrémédiablement tombé en discrédit. Personne ne croit en la possibilité de revenir à la situation d'avant août 1980. En même temps, personne ne sait ce qui se passera demain. Il n'y a plus d'objectif positif qui vaille la peine qu'on y travaille.

Aucune force significative ne se bat en Pologne pour une solution socialiste à la crise. La crise sociale prolongée a au contraire engendré un état d'esprit profondément anarchique qui se nourrit des rancœurs nationalistes. Les "marcheurs de la faim" ont perdu toute notion que pour trouver des poulets dans les magasins quelqu'un doit les élever, les tuer, les plumer et les transporter. Pour manger, il faut travailler! Ils semblent croire au contraire qu'en manifestant bruyamment, en jetant l'anathème sur la bureaucratie, en gémissant sur le malheur historique de la nation polonaise, en se répandant en invectives contre Marie-Thérèse [dont le nom est lié au premier partage de la Pologne en 1772], en se lamentant sur les premier, deuxième et troisième partages de la

Pologne et en condamnant la Russie pour le massacre de Katyn, la viande va d'une manière ou d'une autre apparaître dans les boutiques. Peut-être pensent-ils que s'ils font assez de raffut, les Russes vont les calmer une fois de plus en leur envoyant les volailles élevées dans leurs propres fermes collectives par de vieilles femmes, veuves des soldats de l'Armée rouge tués en libérant la Pologne des griffes de l'Allemagne nazie.

Le régime, sans doute renforcé par l'arrivée de deux autres généraux, a averti que les soi-disant "marchés de la faim" (personne ne meurt en fait de faim) pourraient mener à "l'explosion d'une confrontation nationale". C'est en effet bien possible. Le 3 août à Varsovie, la police a pour la première fois bloqué une manifestation organisée par Solidarité, l'empêchant de se rendre jusqu'au siège du parti communiste. Depuis le début de la crise, plane la possibilité d'une intervention militaire soviétique, extrémité à laquelle le Kremlin est évidemment peu désireux de recourir. Mais indépendamment des intentions subjectives du Kremlin, des staliniens de Varsovie et de la direction de Solidarité, le chaos économique mène la Pologne au bord du gouffre. Comme nous l'avons écrit dans "Où va la Pologne?" (*Le Bolchévique* n°25, mai):

"La gigantesque vague de grèves dans les ports de la Baltique a mis les ouvriers polonais devant un choix historique. La faillite du régime stalinien étant spectaculairement démontrée, c'est soit la contre-révolution sanglante, en alliance avec l'impérialisme occidental, soit la révolution politique prolétarienne qui s'offrent à eux."

Les racines de la grande dépression en Pologne

La Pologne connaît un effondrement économique comparable, toute proportion gardée, à la grande dépression du monde capitaliste des années 30. D'après les prévisions officielles, la production nationale va baisser cette année de 15%, après des chutes de 4% en 1980 et de 2,5% en 1979. Comment cela peut-il se produire dans une économie socialisée planifiée?

Il faut chercher les origines directes de la crise économique dans les efforts de la bureaucratie sous

Edward Gierek pour acheter une classe ouvrière combative après les violents soulèvements de 1970 sur le littoral de la Baltique. Promettant une prospérité sans précédent, Gierek se lança dans une orgie d'importations sans précédent. On acheta à l'Ouest des usines entières, des équipements sophistiqués en grandes quantités, ainsi que des biens de consommation. Le régime Gierek prévoyait, ou du moins espérait, payer tout cela en produisant des masses de marchandises exportables à bas prix. Ces espoirs furent pour le moins déçus. Entre 1971 et 1975, la facture des importations représentait le double des recettes d'exportations, et en 1976 la Pologne stalinienne devait aux banquiers de Francfort et de Wall Street plus de 10 milliards de dollars.

Le régime Gierek a hypothéqué l'économie polonaise non seulement auprès du capital financier occidental, mais aussi auprès de ses propres petits capitalistes ruraux. Tandis qu'il gelait les prix des denrées alimentaires pour les consommateurs urbains, le gouvernement augmentait les prix d'achat payés aux paysans propriétaires. Le résultat en est que les subventions alimentaires ont été multipliées par vingt dans les années 70 et représentent maintenant 70% des prix payés aux fermiers. Les paysans privés reçoivent 14 zlotys pour un litre de lait vendu 2,90 zlotys aux consommateurs. Malgré ces primes supplémentaires, les propriétaires de parcelles, inefficaces et dont l'âge moyen augmente, ne peuvent produire assez pour satisfaire la demande accrue des consommateurs. Et malgré la politique conciliatrice des staliniens, la petite-bourgeoisie rurale demeure profondément anticommuniste et reste sous l'influence de la réaction cléricale. Le journaliste britannique Tim Garton Ash a récemment résumé ainsi son attitude sociale fondamentale: "Ce sont les paysans conservateurs du sud-est de la Pologne qui renverseraient le communisme si l'on touchait au chapeau d'un cardinal" (*Spectator*, 14 février).

En juin 1976, le régime Gierek a fait un effort pour se sortir du bourbier économique qu'il avait lui-même provoqué. Afin de libérer des produits agricoles pour l'exportation, il annonça une hausse des prix des denrées alimentaires d'en moyenne 60%. Les ouvriers répondirent par des grèves et des manifestations vio-

Suite page 7